



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, MERCREDI, 27 AVRIL 1910.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 26 avril 1910.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en
Conseil.

Sur la recommandation de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, en date du vingt-cinq avril courant (1910), il est décrété que l'arrêté en conseil No 291 du 22 avril 1910, et les règlements relatifs aux bois et forêts sanctionnés par icelui, publiés dans la "Gazette Officielle" du 23 avril courant, soient révoqués, et que les règlements suivants relatifs aux permis de coupe de bois sur les terres publiques soient approuvés, tout règlement antérieur incompatible avec les présents étant annulé.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

REGLEMENT DES BOIS ET FORETS.

LICENCES DE COUPE.

1. La licence de coupe de bois est sujette à une rente foncière annuelle de cinq piastres par mille ou fraction de mille carré, à dater du premier de septembre 1910. Elle dure douze mois, du premier mai au trente avril, et, après son émission, aucune réclamation n'est admise pour le remboursement de rente foncière ou de taxe de feu à raison de surcharge dans le calcul de superficie de la limite.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, WEDNESDAY, 27th APRIL, 1910.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 26th April, 1910.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in
Council.

On the recommendation of the Honorable the Minister of Lands and Forests, dated the 25th April instant (1910), it is decreed, that order in council No. 291 of the 22nd April instant, and the regulations concerning woods and forests thereby sanctioned, published in the "Official Gazette" of the 23rd April instant, are revoked, and the following regulations concerning licenses to cut timber on Crown lands, are approved. All previous regulations incompatible with the present, are annulled.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk, Executive Council.

WOODS AND FORESTS REGULATIONS.

LICENCES TO CUT TIMBER.

1. All licenses to cut timber are subject to a yearly ground rent of five dollars per square mile or fraction of a square mile, dating from the 1st September, 1910. They are granted for twelve months, from the first of May to the thirtieth of April and, after their issue, no claim shall be admitted for the repayment of any overcharge for ground-rent or fire-tax due to incorrect measurement of the area of the limit.

2. Telle licence expire le trente avril suivant son émission, mais le licencié qui s'est conformé aux règlements existants a, jusqu'au premier septembre suivant, droit au renouvellement de sa licence. Pour toute infraction à la loi ou aux règlements, il perd ce droit. Mais le Ministre des Terres et Forêts peut permettre le renouvellement sur le paiement de la rente foncière et de toute autre pénalité qu'il lui plaira d'imposer.

3. En cas de destruction partielle ou totale de la valeur d'une limite soit par incendie, par l'extension de la colonisation, ou pour d'autres causes, le ministre a le pouvoir discrétionnaire d'en annuler la licence en tout ou en partie.

TRANSFERTS DE LIMITES.

4. Le transfert de limites à bois ou de parts divisées ou indivises de limites à bois se fait par écrit, sujet à l'acceptation du ministre et au paiement d'une prime de quatre piastres par mille ou fraction de mille carré. Le transfert accepté date du paiement de la prime. Les détenteurs de limites doivent informer le ministre de tout transfert, dès qu'il est effectué. Le transfert ne peut être accepté si le licencié transférant est endetté envers la Couronne.

5. Le licencié peut, sans payer de prime, transférer conditionnellement sa limite en garantie de remboursement d'avances, mais il doit, au préalable, payer tous arriérages dus par lui à la Couronne. Le transfert conditionnel doit être écrit et noté sur la licence par le ministre ou par son ordre. Si le créancier prouve à la satisfaction du ministre que l'obligation garantie n'est pas remplie, le transfert devient parfait, sur le paiement de la prime, et la licence peut être émise en son nom, après un avis préalable de quinze jours au porteur de la licence.

6. Les agents des bois de la Couronne doivent tenir registre des licences émises dans leur agence et des transferts de limites. Le public a libre accès à ce registre et aux plans indiquant les terrains sous licence ou vacants dans chaque agence.

DEVOIR DES LICENCIÉS ET RESTRICTIONS A LEURS DROITS.

7. Le licencié doit renseigner le département des Terres et Forêts, avant le premier décembre, sur son exploitation de la saison courante, nommer ses entrepreneurs, dire la quantité de bois attribuée à chacun et l'endroit de ses coupes, et donner le nom de ses mesureurs.

Le licencié ou son représentant doit produire, suivant les formules fournies par le département, avant le trente juin de chaque année, ou avant le flottage, s'il s'agit d'une limite arrosée par des cours d'eau tombant dans le golfe Saint-Laurent ou dans la mer ou traversant des provinces ou des états voisins :

(a). Un état assermenté de tout le bois fait pour son compte durant la saison précédente sur ses limites ou sur des lots sous billet de location, patentés ou autrement.

(b). Des états assermentés par ses entrepreneurs, contremaîtres ou autres employés en charge de chantiers, donnant la quantité, la description et la provenance de tous les bois, par eux coupés pour son compte durant la saison précédente, sous leur direction ou à leur connaissance.

2. Licenses expire on the thirtieth of April following the date of their issue, but the licensee who has complied with existing regulations is entitled, up to the first of September following, to a renewal of his license. He shall forfeit such right through any infringement of the law and of the regulations. The Minister of Lands and Forests may, however, permit the renewal of the license on payment of the ground-rent and of any other penalty he may be pleased to impose.

3. In the event of the value of a limit being entirely or partially destroyed by fire, by the extension of settlement, or by any other cause, the Minister has the discretionary power of annulling the license wholly or partially.

TRANSFERS OF LIMITS

4. Transfers of timber limits or of divided or undivided portions thereof are effected in writing, subject to the Minister's acceptance and to the payment of a transfer bonus of four dollars for every square mile or fraction of a square mile. The acceptance of the transfer dates from the payment of the bonus. Limit-holders must notify the Minister of every transfer as soon as it is effected. The transfer cannot be accepted if the licensee who makes the transfer is indebted to the Crown.

5. A licensee may, without paying a bonus, conditionally transfer his limit as security for the repayment of advances, but he must first pay all arrears due by him to the Crown. Conditional transfers must be in writing and be noted on the license by the Minister or by his order. If the creditor proves to the Minister's satisfaction that the obligation, for which security was given, has not been fulfilled, the transfer becomes complete on payment of the bonus and the license may be issued in such creditor's name after a previous notice of fifteen days to the licensee-holder.

6. Crown timber agents must keep a register of licenses issued and of transfers of limits in their agencies. The public shall have free access to such register, as well as to the plans showing lands under license or vacant in each agency.

DUTIES OF LICENSEES AND LIMITATION OF THEIR RIGHTS.

7. The licensee must acquaint the Department of Lands and Forests, before the first of December, with his operations during the current season, give the names of his jobbers, state the quantity of timber allotted to each one and the place where he is cutting and give the names of his cullers.

Previous to the thirtieth of June in each year or previous to the drive in the case of limits watered by rivers or streams falling into the gulf of St. Lawrence or into the sea or flowing through neighboring provinces or states, the licensee or his representative must furnish, on blank forms supplied by the department :

a. A sworn statement of all timber cut for his account during the preceding season on his limits or on lots under location ticket or patented or otherwise acquired ;

b. Statements sworn to by his jobbers, foremen or other employees in charge of the lumbering operations, showing the quantity, and description, of all timber cut by them for his account during the preceding season under their direction or to their knowledge, as well as the place whence the same was obtained ;

(c) Des devis de mesurage de ces bois, assermentés par des mesureurs qualifiés et acceptés par le ministre (et, pour le bois qui doit être mesuré par le surintendant des mesureurs de bois ou ses assistants, un extrait certifié des mesurages officiels mentionnant le nombre de pieds cubes contenus dans ce bois).

(d) Son propre affidavit ou celui de son représentant corroborant les déclarations assermentées de ses employés.

(e) Un état assermenté de ses limites non exploitées durant la saison terminée.

Pour permettre au licencié de remplir fidèlement les obligations susdites, les contremaîtres ou personnes en charge de chaque chantier pourront être obligés de tenir un livre, dans lequel sera entré un état détaillé et exact du nombre de pièces de bois carré, bois d'estacade ou de dimension, billots de sciage ou autres bois, coupés et enlevés chaque jour durant la saison des opérations forestières ; et ce livre devra être assermenté à la fin de telle saison.

8. Les mesureurs de bois doivent mesurer tout le bois coupé et utilisable, faire rapport détaillé de chaque mesurage, en laisser copie à chaque camp, et mettre à part les morceaux défectueux dont ils réduisent le contenu, pour examen spécial par le garde-forestier. Le licencié doit rendre compte dans ses rapports du bois qu'il n'enlève pas.

Les droits de coupe sont prélevés sur toutes les souches de plus de deux pieds de hauteur au dessus du sol ; sur tout le bois de plus de six pouces de diamètre laissé dans les houppiers ; sur les arbres laissés accrochés ; sur les bois employés comme longerons, ou dans la construction des camps, des ponts, des chemins en corduroy, des barrages et autres travaux, et sur tous les billots laissés en forêt.

9. Les gardes-forestiers et autres officiers, chargés par le ministre de surveiller la coupe du bois sur les terres de la Couronne ont droit de la part des opérateurs à tout ce qui peut faciliter l'exécution de leur devoir. Ils peuvent examiner les livres et les documents relatifs aux opérations forestières, régler la manière dont les billots devront être placés pour permettre un mesurage satisfaisant, compter et mesurer librement tout le bois coupé, et faire en général observer les règlements.

10. Pour les bois carrés destinés à l'exportation, le licencié devra produire un état indiquant les quantités établies par le devis de mesurage effectué par le surintendant des mesureurs de bois à Québec, ou ses députés, ou par tout autre mesurage dûment fait et accepté ; mais, lorsque tel mesurage ne pourra être obtenu, chaque morceau sera considéré comme contenant cinquante pieds cubes.

11. Avant d'expédier d'une agence le bois qui y a été coupé, le propriétaire de ce bois ou son représentant doit en faire rapport à l'agent des bois de cette division, et, s'il en est requis, déclarer sous serment la quantité de chaque espèce de bois à expédier, sa destination, le mode de transport et le nom du consignataire. Pour soustraire au paiement des droits la partie de ce bois provenant de propriétés particulières, il doit produire en sus un affidavit mentionnant les lots sur lesquels ce bois a été coupé et la quantité coupée sur chaque lot. Il reçoit alors de l'agent un acquit mentionnant la quantité de bois expédiée, ce qui est exempt de droits et les droits dus sur le reste. A l'arrivée de ce bois à destination, il doit en être fait rapport à l'officier chargé de la perception des droits, et tout bois mentionné dans l'acquit et dont la provenance n'est pas

a. Specifications of the measurements of such timber sworn to by qualified cullers, accepted by the Minister and — for the timber to be measured by the supervisor of cullers or his assistants — a certified summary of the official measurements stating the number of cubic feet contained in such timber ;

d. His own affidavit or that of his representative corroborating the sworn declarations of his employees ;

e. A sworn statement of his limits on which no lumbering operations were carried on during the season just ended.

To enable the licensee to faithfully fulfil the foregoing obligations, the foremen or persons in charge of each lumbering station (*chantier*) may be required to keep a book in which shall be entered a detailed and accurate statement of the number of pieces of square timber, boom timber, dimension timber, saw-logs or other timber cut and hauled daily during the logging season ; and such book shall be sworn to at the end of the season.

8. Cullers must measure all timber cut and serviceable, make detailed reports of each measurement, leave a copy of the same at each camp and set apart the defective pieces, whose contents they have reduced, for special examination by the forest ranger. The licensee must account, in his reports, for all timber not hauled away.

Stumpage dues are levied on all stumps over two and a half feet above the ground, on all timber over six inches in diameter left in the tops, on all lodged trees, on all trees used for skids, for building camps, bridges, corduroy roads, dams and other works and on all logs left in the woods.

9. Forest-rangers and other officers charged by the Minister with the duty of supervising lumbering operations on Crown lands, have the right to require the lumbermen to afford them every facility for the performance of such duty. They may examine all books and documents relating to the lumbering operations, regulate the manner in which the logs are to be placed to allow of their being satisfactorily measured, count and measure, without hindrance, all timber cut and generally cause the regulations to be observed.

10. With regard to square timber intended for export, the licensee must produce a statement showing the quantities as established by the specification of the measurement made by the supervisor of cullers at Quebec, or his deputies, or by any other duly made and accepted measurement. When, however, such measurement cannot be obtained, each piece shall be deemed to contain fifty cubic feet.

11. Before removing from any agency the timber that has been cut therein, the owner of such timber or his representative shall send a report of the same to the timber agent of the division and, if thereunto required, he shall declare under oath the quantity of each kind of timber to be shipped, its destination, the means of transport and the name of the consignee. To exempt from Crown dues the portion of the timber obtained from private lands, he must further produce an affidavit setting forth the lots on which such timber was cut and the quantity cut on each lot. He shall then receive from the agent a clearance stating the quantity of timber shipped, the quantity exempt from dues and the amount of dues payable on the remainder. On the arrival of the timber at its destination, the same must be reported by the owner to the officer appoint-

suffisamment expliquée est considéré comme coupé sur les terres de la Couronne et sujet aux droits.

12. Il n'est pas permis aux licenciés de couper sur les terres de la Couronne le pin blanc ou rouge de moins de 13 pouces, l'épinette, la pruche, le cèdre, l'érable, le merisier et autres bois de moins de 12 pouces, le sapin et l'épinette de savane de moins de 8 pouces de diamètre sur la souche, mesurée à deux pieds au dessus du sol.

13. Tout bois coupé sur les terres de la Couronne, après le 1er mai 1910, doit être manufacturé au Canada, c'est-à-dire, converti en pulpe ou en papier, en madriers ou planches, ou en tout autre objet de commerce ou marchandise dont tel bois n'est que la matière première.

Ne sont pas considérés comme manufacturés, aux termes du présent règlement : les bois simplement débités, cordés, écorcés ou autrement façonnés préliminairement à la fabrication de la pulpe ou du papier, des madriers ou planches ou de quelque autre objet de commerce ; ni les bois flacheux ou méplats ou sous forme de poteaux ; mais les bois complètement équarris et les traverses de chemins de fer (ties) sont considérés comme manufacturés.

A. Chaque fois que sur information satisfaisante, appuyée d'un affidavit, le ministre ou ses représentants ont raison de croire que du bois coupé en vertu d'une licence sur les terres publiques ne doit pas être manufacturé au Canada, en tout ou en partie, ce bois peut être saisi et mis sous garde par tout agent du département.

Le ministre ou son représentant donne avis de la saisie aux personnes intéressées et leur demande de donner deux bonnes et suffisantes cautions que le bois saisi sera manufacturé au Canada. Si, dans le délai d'un mois après tels avis et demande, les cautions exigées ne sont pas données, il est procédé à la vente du bois saisi, à l'enchère publique, après avis d'au moins 15 jours. L'adjudicataire à telle vente doit donner lui-même bonne et suffisante caution que le bois sera manufacturé au Canada, et le produit de la vente est remis à qui de droit, moins les frais de saisie et de vente et toute somme due à la Couronne par le porteur de licence ou par toute autre personne qui a coupé ou fait couper tel bois ou qui en est le propriétaire ou le possesseur.

B. Après la saisie, la preuve que le bois doit être manufacturé au Canada incombe au propriétaire du bois.

C. Si le bois à saisir est mêlé avec d'autres bois, tout le bois peut être saisi et traité en conséquence jusqu'à ce que la séparation soit faite d'une manière satisfaisante.

MESURAGE.

14. Tous les bois destinés au sciage seront mesurés par des mesureurs dûment qualifiés, et de la manière indiquées dans les formules fournies par le département des terres et forêts, en pieds de superficie d'un pouce d'épaisseur, d'après la table suivante : le ministre conservant le droit de faire constater aux moulins le contenu réel des bois qui y auront été sciés et tous autres faits relatifs aux bois coupés sur les terres de la Couronne. Le diamètre des bois de dix-huit pieds et moins de longueur se prend au petit bout. Pour les bois de plus de dix-huit pieds, le diamètre à prendre est la moitié de la somme des diamètres

ed to collect dues and all timber mentioned in the clearance shall be deemed to have been cut on Crown lands when the place where it was cut is not sufficiently stated, and it shall be liable to dues.

12. Licensees are forbidden to cut on Crown lands white or red pine measuring less than 13 inches, spruce, hemlock, cedar, maple, birch and other trees less than 12 inches and balsam fir and swamp spruce less than 8 inches diameter at the stump, measured two feet above the ground.

13. All timber cut on Crown lands after the first of May, 1910, must be manufactured in Canada, that is to say, converted into pulp or paper, deals or boards, or into any other article of trade or merchandise, of which such timber is only the raw material.

The following shall not be considered as manufactured, within the meaning of the present regulation : timber simply cut into lengths, piled, barked or otherwise worked preliminary to the manufacture of pulp or paper, deals or boards or any other article of commerce ; nor waney nor board timber nor timber in the form of poles ; but timber completely squared and railway ties are considered as manufactured.

A. Whenever, on satisfactory information supported by affidavit, the Minister or his representatives have reason to believe that timber cut under license on public lands is not intended to be manufactured in Canada, wholly or in part, such timber may be seized and placed in charge of a guardian by any agent of the department.

The Minister or his representative shall give notice of the seizure to the interested parties and require them to furnish two good and sufficient sureties that the timber seized shall be manufactured in Canada. If, within a delay of one month after such notice and demand, the sureties required are not furnished, the timber seized shall be sold by public auction after a notice of at least 15 days. The purchaser at such sale must himself give good and sufficient security that the timber shall be manufactured in Canada, and the proceeds of the sale shall be paid over to the proper person, after deducting the costs of the seizure and sale and any sum due to the Crown by the licence-holder or by any other person who has cut or caused such timber to be cut or who is the owner or holder of the same.

B. After the seizure, the burden of proving that the timber is to be manufactured in Canada lies on the owner of such timber.

C. Where the timber to be seized is mixed up with other timber, the whole of the timber may be attached and dealt with accordingly, until satisfactorily separated.

MEASUREMENT.

14. Timber of all kinds intended to be sawn shall be measured by duly qualified cullers and in the manner indicated in the forms supplied by the Department of Lands and Forests, in feet board measure according to the following table. The Minister shall retain the right to ascertain at the mills the real contents of the timber sawn there and any other facts relating to timber cut on Crown Lands. The diameter of logs, eighteen feet long and under, shall be measured at the small end. In the case of logs over eighteen feet in length, the diameter to be taken shall be one half of the sum of the diameters of the two ends added together.

des deux bouts. Pour les fins du mesurage, une fraction de trois quarts et plus est considérée comme unité; une fraction moindre ne compte pas. A défaut de mesurage spécial pour le grand bois, il sera sujet à un droit de deux cents par pieds linéaire, pour l'épinette, la pruche, le sapin, le cyprès, le cèdre, le bouleau et le tremble, et de quatre cents par pieds linéaire, pour les autres bois.

For the purpose of measurement, a fraction of three-fourths and over shall be reckoned as a unit, but a lesser fraction shall not be counted. Failing special measurement for long timber, such timber shall be subject to a duty of 2 cents per linear foot for spruce, hemlock, balsam fir, banksian pine, cedar, white birch and poplar and 4 cents per linear foot on all other kinds of timber.

Tableau de contenu, en pieds mesure de planche, des billots de sciage, bois d'estacade et de dimension.—

LONGUEUR EN PIEDS.—

Diamètre en pouces Diameter in inches.	10 pieds — feet	11 pieds — feet	12 pieds — feet	13 pieds — feet	14 pieds — feet	15 pieds — feet	16 pieds — feet	17 pieds — feet	18 pieds — feet	19 pieds — feet	20 pieds — feet	21 pieds — feet	22 pieds — feet	23 pieds — feet	24 pieds — feet	25 pieds — feet
4	4	5	5	6	6	7	7									
5	7	7	8	9	10	11	12									
6	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
7	15	16	18	19	21	22	24	25	27	28	30	31	33	34	36	37
8	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50
9	28	31	34	37	40	42	45	48	51	54	57	60	62	65	68	71
10	37	40	44	48	51	55	59	62	66	70	73	77	81	84	88	92
11	42	46	50	54	58	62	67	71	75	79	83	87	92	96	100	104
12	50	55	60	65	70	75	80	85	90	95	100	105	110	115	120	125
13	62	69	75	81	87	94	100	106	112	119	125	131	137	144	150	156
14	75	82	90	97	105	112	120	127	135	142	150	157	165	172	180	187
15	83	92	100	108	117	125	133	142	150	158	167	175	183	192	200	203
16	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	240	250
17	117	128	140	152	163	175	187	198	210	222	233	245	257	268	280	292
18	133	147	160	173	187	200	213	227	240	253	267	280	293	307	320	333
19	154	170	185	200	216	231	247	262	277	293	308	324	339	355	370	385
20	175	192	210	227	245	262	280	297	315	332	350	367	385	402	420	437
21	192	211	230	249	268	287	307	326	345	364	383	402	422	441	460	479
22	217	238	260	282	303	325	347	368	390	412	433	455	477	498	520	542
23	240	264	288	312	336	360	384	408	432	456	480	504	528	552	576	600
24	262	289	315	341	367	394	420	446	472	499	525	551	577	604	630	656
25	283	312	340	368	397	425	453	482	510	538	567	595	623	652	680	708
26	317	348	380	412	443	475	507	538	570	602	633	665	697	728	760	792
27	333	367	400	433	467	500	533	567	600	633	667	700	733	767	800	833
28	362	399	435	471	507	544	580	616	652	689	725	761	797	834	870	906
29	392	431	470	509	548	587	627	666	705	744	783	822	862	901	940	979
30	421	463	505	547	589	631	673	715	757	800	842	884	926	968	1010	1052
31	450	495	540	585	630	675	720	765	810	855	900	945	990	1035	1080	1125
32	475	522	570	617	665	712	760	807	855	902	950	997	1045	1092	1140	1187
33	525	577	630	682	735	787	840	892	945	997	1050	1102	1155	1207	1260	1312
34	542	596	650	704	758	812	867	921	975	1029	1083	1137	1192	1246	1300	1354
35	567	623	680	737	793	850	907	963	1020	1077	1133	1190	1247	1303	1360	1417
36	592	651	710	769	828	887	947	1006	1065	1124	1183	1242	1302	1361	1420	1479
37	617	678	740	802	863	925	987	1048	1110	1172	1233	1295	1357	1418	1480	1542
38	655	715	780	845	910	975	1040	1105	1170	1235	1300	1365	1430	1495	1560	1625
39	692	761	830	899	968	1037	1107	1176	1245	1314	1383	1452	1522	1591	1660	1729
40	733	807	880	953	1027	1100	1173	1247	1320	1393	1467	1540	1613	1687	1760	1833
41	758	834	910	986	1062	1137	1213	1289	1365	1441	1517	1592	1668	1744	1820	1896
42	792	871	950	1029	1108	1187	1267	1346	1425	1504	1583	1662	1742	1821	1900	1979
43	833	917	1000	1083	1177	1250	1333	1417	1500	1583	1667	1750	1833	1917	2000	2083

PROVINCE OF QUEBEC.

Table of contents of saw logs, boom and dimension timber in feet board measure.

LENGTH IN FEET.

26 pieds — feet.	27 pieds — feet.	28 pieds — feet.	29 pieds — feet.	30 pieds — feet.	31 pieds — feet.	32 pieds — feet.	33 pieds — feet.	34 pieds — feet.	35 pieds — feet.	36 pieds — feet.	37 pieds — feet.	38 pieds — feet.	39 pieds — feet.	40 pieds — feet.	Diamètre en pouces — Diameter in inches
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	6
39	40	42	43	45	46	48	49	51	52	54	55	57	58	60	7
52	54	56	58	60	62	64	66	68	70	72	74	76	78	80	8
74	76	79	82	85	88	91	93	96	99	102	105	108	111	114	9
93	99	103	106	110	114	117	121	125	128	132	136	139	143	147	10
108	112	117	121	125	129	133	137	142	146	150	154	158	162	167	11
130	135	140	145	150	155	160	165	170	175	180	185	190	195	200	12
162	169	175	181	187	194	200	206	212	219	225	231	237	244	250	13
195	202	210	217	225	232	240	247	255	262	270	277	285	292	300	14
217	225	233	242	250	258	267	275	283	292	300	308	317	325	333	15
260	270	280	290	300	310	320	330	340	350	360	370	380	390	400	16
302	315	327	338	350	362	373	385	397	408	420	432	443	455	467	17
347	360	373	387	400	413	427	440	453	467	480	493	507	520	533	18
401	416	432	447	462	478	493	509	524	539	555	570	586	601	617	19
455	472	490	507	525	542	560	577	595	612	630	647	665	692	700	20
498	517	537	556	575	594	613	632	652	671	690	709	728	747	767	21
563	585	607	628	650	672	693	715	737	758	780	802	823	845	867	22
624	648	672	696	720	744	768	792	816	840	864	888	912	936	960	23
682	709	735	761	787	814	840	866	892	919	945	971	997	1024	1050	24
737	765	793	822	850	878	907	935	963	992	1020	1048	1077	1105	1133	25
823	855	887	918	950	982	1013	1045	1077	1108	1140	1172	1203	1235	1267	26
867	900	933	967	1000	1033	1067	1100	1133	1167	1200	1233	1267	1300	1333	27
942	979	1015	1051	1087	1124	1160	1196	1232	1269	1305	1341	1377	1414	1450	28
1018	1057	1097	1136	1175	1214	1253	1292	1332	1371	1410	1449	1488	1527	1567	29
1094	1136	1178	1220	1262	1305	1347	1389	1431	1473	1515	1557	1599	1641	1683	30
1170	1215	1260	1305	1350	1395	1440	1485	1530	1575	1620	1665	1710	1755	1800	31
1235	1282	1330	1377	1425	1472	1520	1567	1615	1662	1710	1757	1805	1852	1900	32
1365	1417	1470	1522	1575	1627	1680	1732	1785	1837	1890	1942	1995	2047	2100	33
1408	1462	1517	1571	1625	1679	1733	1787	1842	1896	1950	2004	2058	2112	2167	34
1473	1530	1587	1643	1700	1757	1813	1870	1927	1983	2040	2097	2153	2210	2267	35
1538	1597	1657	1716	1775	1834	1893	1952	2012	2071	2130	2189	2248	2307	2367	36
1603	1665	1727	1788	1850	1912	1975	2035	2097	2158	2220	2282	2343	2405	2467	37
1690	1758	1820	1885	1950	2015	2080	2145	2210	2275	2340	2405	2470	2535	2600	38
1798	1867	1937	2006	2075	2144	2213	2282	2352	2421	2490	2559	2628	2697	2767	39
1907	1980	2053	2127	2200	2273	2347	2420	2493	2567	2640	2713	2787	2860	2933	40
1972	2047	2123	2199	2275	2351	2427	2502	2578	2654	2730	2806	2882	2957	3033	41
2058	2137	2217	2296	2375	2454	2533	2612	2692	2771	2850	2929	3008	3087	3167	42
2167	2250	2333	2417	2500	2583	2667	2750	2833	2917	3000	3083	3167	3250	3333	43

TARIF DES DROITS DE COUPE.

15. Tout bois coupé en vertu de licence après le 1er septembre 1910, est sujet aux droits comme suit :

1. Bois équarri, flacheux ou méplat, le pied cube :	
a. Pin blanc, chêne carya, noyer.	6c.
b. Pin rouge, orme, frêne, cèdre, bois blanc ou tilleul, merisier, érable, tamarac.	4c.
c. Epinette, sapin, pin gris ou cyprès, pruche, bouleau, tremble, peuplier..	3c.
2. Billots de sciage ou grumes, et grands bois (de dimension ou d'estacade) à l'état brut, le mille pieds, mesure de planche :	
a. Pin blanc, chêne, noyer, carya.	\$2.00
b. Pin rouge, orme, frêne, cèdre, bois blanc ou tilleul, merisier, érable, tamarac.	1.40
c. Epinette, sapin, pin gris ou cyprès, pruche, bouleau, tremble, peuplier.	1.05
3. Bois de chauffage, la corde de 128 pieds cubes :	
a. Bois franc. ....	.20
b. Bois mou. ....	.10
4. Perches n'excédant pas douze pieds de longueur le cent :	
a. Perches de cèdre. ....	.30
b. Perches d'autres bois. ....	.15
5. Piquets, le cent :	
a. Piquets de cèdre. ....	.15
b. Piquets d'autre bois. ....	.10
6. Poteaux de plus de 18 pieds de longueur, n'excédant pas 10 pouces de diamètre au petit bout, l'unité :	
a. 30 pieds et moins de longueur. ....	.15
b. 31 à 40 pieds de longueur. ....	.25
c. 41 à 50 pieds de longueur. ....	.50
d. 51 pieds et plus de longueur.	1.00
7. Bardeaux, le mille. ....	.25
8. Dormants ou traverses de chemin de fer, n'excédant pas 9 pieds de longueur, l'unité : ....	.05
9. Ecorce de pruche, la corde de 128 pieds cubes : ....	.60
10. Genoux, courbes, varangues et autres bois employés dans la construction des navires, et tout article de bois non mentionné dans la liste qui précède, <i>ad valorem</i> :	15 par cent.

Pour les fins de l'application du présent tarif au bois cordé, la corde anglaise de 128 pieds cubes équivaut à 600 pieds, mesure de planche, pour le bois en grume ou non écorcé, et à 700 pieds pour le bois écorcé ou plané.

16. Le taux de la rente foncière fixé par le présent pour les licences de coupe de bois ne sera pas augmenté jusqu'au premier septembre 1920.

Tous les porteurs de licences qui se sont conformés et se conformeront à la loi et aux règlements concernant l'administration et la vente des bois sur les terres de la Couronne auront jusqu'à cette date le privilège de renouveler leurs licences au même taux de rente foncière, et les droits imposés par le présent sur tous les bois coupés en vertu de licence ne seront pas augmentés jusqu'au premier septembre 1920.

Néanmoins, le taux de la rente foncière pourra, en tout temps, être augmenté, pour les porteurs de licences qui n'exploitent pas, la Couronne se réservant de fixer la quantité de bois qui devra être coupée pour constituer une exploitation suffisante.

Le présent article n'affectera pas ni ne diminuera le droit de la Couronne de réglementer les territoires sous licence pour d'autres fins et sous d'autres rapports, dans la mesure permise par la loi ou les règlements.

STUMPAGE TARIFF.

15. All wood goods cut in virtue of a license after the 1st September, 1910, shall be subject to the following charges :

1. Square, waney or flat timber per cubic foot :	
a. White pine, oak, hickory, walnut. ....	.6c.
b. Red pine, elm, ash, cedar, basswood, birch, maple, tamarac. ....	.4c.
c. Spruce, balsam, gray pine or banksian pine, hemlock, white birch, aspen, poplar. ....	.3c.
2. Saw logs and boom and dimension timber in the raw-state, per thousand feet board measure :	
a. White pine, oak, walnut, hickory.	\$2 00
b. Red pine, elm, ash, cedar, basswood, birch, maple, tamarac.	1.40
c. Spruce, balsam, gray pine or banksian pine, hemlock, white birch, aspen, poplar.	1.05
3. Firewood per cord of 128 cubic feet :	
a. Hard wood. ....	.20
b. Soft wood. ....	.10
4. Rails not exceeding 12 feet in length per 100 :	
a. Cedar rails. ....	.30
b. Rails of other varieties of timber. ....	.15
5. Pickets per 100 :	
a. Cedar pickets. ....	.15
b. Pickets of other varieties of timber. ....	.10
6. Poles more than 18 feet in length, not exceeding 10 inches in diameter at the small end, each :	
a. Thirty feet and less in length. ....	.15
b. Thirty one to forty feet in length. ....	.25
c. Forty one to fifty feet in length. ....	.50
d. Fifty one feet and over in length.	1.00
7. Shingles per thousand. ....	.25
8. Railway ties or sleepers not exceeding 9 feet in length, each. ....	.05
9. Hemlock bark per cord of 128 cubic feet. ....	.60
10. Knees, curves, futtocks and other ship-building material, and all wood goods not enumerated in foregoing list, <i>ad valorem</i>	15 per cent.

For the purpose of applying the present tariff to cord wood, the English cord of 128 cubic feet is equivalent to 600 feet board measure, for rough or unbarked wood and to 700 feet b. m. for roused or peeled wood.

16. The rate of ground rent hereby established for licenses for cutting timber shall not be increased until the first September, 1920.

All license-holders who have complied and who will comply with the law and regulations respecting the administration and sale of Crown Lands shall, until that date, have the privilege of renewing their licenses at the same rate of ground rent, and the dues hereby imposed on all timber cut under license shall not be increased until the first of September, 1920.

Nevertheless, the rate of ground rent may at any time be increased for license-holders who do not operate on their limits, the Crown reserving the right to fix the quantity of timber to be cut to constitute sufficient lumbering operations.

This article shall neither affect nor lessen the right of the Crown to regulate territories under license for other purposes and in other respects as allowed by law or by the regulations.

PERCEPTION DES DROITS.

17. Les droits de coupe restant impayés le trente novembre qui suit les opérations forestières portent intérêt à dater de ce jour, sans préjudice du droit de la Couronne d'exiger en tout temps le paiement immédiat de ces droits.

18. Les droits de coupe exigibles sur les bois coupés en vertu de licence sur un territoire arrosé par des cours d'eau tombant dans le golfe Saint-Laurent ou dans la mer, ou traversant des provinces ou des états voisins, devront être payés avant le flottage du bois. A défaut de tel paiement, les dits bois seront saisis et vendus, comme ayant été coupés en contravention.

19. Tous arrérages de rente foncière, droits de coupe ou pénalité de contravention dus par un licencié peuvent être prélevés sur tout bois par lui coupé sous licence ou en contravention, en quelque partie de la province que ce soit.

CONTRAVENTION.

20. Les colons acheteurs de terres publiques ou ceux qui ont obtenu des octrois gratuits et qui n'ont pas encore complété les conditions de leurs ventes ou octrois n'ont pas le droit d'y couper le bois sans licence, excepté pour défrichement, bâtisse, clôture et chauffage, conformément au billet de location.

21. Lorsque du bois a été coupé de bonne foi en contravention à la loi sur les terres publiques, le ministre peut, à sa discrétion, accepter en règlement une pénalité en sus du droit ordinaire, suivant le tarif, et les frais encourus.

22. Les personnes qui prennent forcément possession de terrain en litige avant d'avoir obtenu une décision en leur faveur, ou qui refuse de se conformer aux décisions des arbitres ou aux règlements établis par ordre en conseil, ou qui troubent les arpenteurs ou autres officiers publics dans l'exécution de leurs devoirs, perdent le droit au renouvellement de leur licence.

23. Il est défendu à tout colon sans titre, à moins d'une autorisation spéciale du ministre, de s'établir ou de faire aucun défrichement ou abattis entraînant la coupe du bois de commerce sur tout territoire non arpenté, ou sur tout terrain subdivisé mais non offert en vente, compris dans les limites de cette province, et formant partie des locations concédées en vertu de licences de coupe de bois; le dit bois appartenant aux porteurs de ces licences, qui ont droit de poursuivre les personnes enfreignant cette défense.

ARPENTAGES.

24. Les agents des bois de la Couronne ou toute autre personne autorisée donne, à la demande écrite et conjointe des possesseurs de locations voisines, des instructions sur la manière d'arpenter et de délimiter ces terrains pour les rendre conforme aux licences existantes; mais ces instructions, pour être valables, doivent être préalablement approuvées par le ministre. Les arpentages se font aux frais des requérants; et lorsqu'ils sont complétés, les rapports, plans et notes de l'arpentage sont soumis au ministre, et, s'il les approuve, copie en est transmise au bureau qui a émis ces instructions et gardée dans ses archives. Les bornes ainsi établies, à la demande conjointe des intéressés, sont fixes et permanentes et ne peuvent être changées.

25. Si un possesseur de limite refuse de se joindre à son voisin pour faire faire le bornage, ce dernier a le droit de le faire faire à ses propres frais, en vertu d'instructions qui lui sont fournies, à cette fin, suivant les dispositions de l'article précédent.

COLLECTION OF CROWN DUES.

17. Stumpage dues remaining unpaid on the thirtieth of November following the lumbering operations, shall bear interest from that date without prejudice to the right of the Crown to exact immediate payment of such dues at any time.

18. Stumpage dues payable on timber cut under license on territory watered by rivers or streams falling into the gulf of Saint Lawrence or into the sea or flowing through neighboring provinces or states, shall be paid for before the timber is floated. In default of such payment the said timber shall be seized and sold as having been cut in trespass.

19. All arrears of ground rent, stumpage dues or trespass penalties payable by a licensee may be levied on all timber cut by him under license or in contravention of the law or regulations, in any part of the province.

VIOLATION OF THE LAW AND REGULATIONS.

20. Settlers who have purchased public lands or those who have obtained free grants and who have not yet completely fulfilled the conditions of their sales or grants, shall not have the right to cut timber thereon without license except for clearing land for cultivation, for building, fencing or firewood in accordance with the location ticket.

21. When timber has been cut in trespass in good faith on public lands, the Minister may, in his discretion, accept, as a settlement, a penalty over and above the usual duty under the tariff, as well as the cost incurred.

22. Persons taking forcible possession of any land in dispute before having obtained a decision in their favour, or refusing to comply with the award of arbitrators or with the regulations established by order in council, or who interfere with land surveyors, or other public officers in the performance of their duties, shall forfeit the right to renew their licenses.

23. All settlers without titles are forbidden, except upon special authorization from the Minister, to settle on or clear land or fell trees involving the cutting of merchantable timber, in any unsurveyed territory, or on any land subdivided but not offered for sale within the province, and forming part of limits held under timber licenses, as such timber belongs to the holders of such licenses who have the right to prosecute any one violating this prohibition.

SURVEYS.

24. Crown timber agents, or any other authorized persons shall, at the joint written request of holders of adjacent limits, give instructions as to the manner of surveying and running the boundaries of such lands in order that they may be conformable to existing licenses. But, in order to be valid, such instructions must be previously approved by the Minister. Surveys shall be made at the expense of the parties requiring the same and, when completed, the reports, plans and field notes shall be submitted to the Minister and, if approved by him, a copy shall be sent to the office which issued such instructions, and be kept in its archives. The boundaries so established at the joint request of the interested parties shall be fixed and permanent and cannot be altered.

25. If a limit-holder refuses to join his neighbour in having the boundaries defined, the latter shall have the right to have it done at his own expense, under instructions which shall be given him for the purpose as provided in the foregoing article. On the

L'arpentage terminé, avis en est donné à la partie adverse, à sa résidence ou à son bureau d'affaires. Et si, un an après la signification de cet avis, la partie adverse n'y a fait aucune opposition en la manière ci-après prescrite, ou si l'opposition faite n'est pas maintenue, la ligne ainsi arpentée est permanentement et irrévocablement fixée. Mais, si, durant l'année qui suit l'avis donné, la partie adverse donne des raisons suffisantes pour douter de l'exactitude de cet arpentage, et dépose entre les mains de l'agent des bois de la Couronne telle somme d'argent que celui-ci juge nécessaire pour payer les dépenses d'un nouvel arpentage, le ministre nomme un arpenteur pour établir finalement la ligne de division en litige, et ce second arpentage lie les parties intéressées. Toutes les dépenses en sont supportées par le réclamant, si ses objections ne sont pas maintenues. Si, au contraire, elles sont confirmées et que le premier arpentage soit déclaré erroné, les frais du dernier arpentage sont payés à parts égales par les deux parties.

Dans le cas de bornage entre un territoire sous licence et les terres vacantes de la Couronne, les arpentages se feront aux frais des porteurs de licences qui les demandent.

26. Toutes les lignes ou bornes de limites déjà établies en vertu d'instructions officielles sont déclarées valides et permanentes, si un rapport ou des notes d'arpentages, ou au moins un plan les décrivant ont été enregistrés au bureau des bois de la Couronne sous le contrôle duquel se trouvent les limites, et si elles ont été au moins cinq ans sans être contestées.

FORMULE DE LICENCE.

27. *Avis aux licenciés.* La rente foncière pour le renouvellement de cette licence doit être payée le ou avant le premier septembre prochain.

Des affidavits donnant la quantité et la description des bois coupés en vertu de cette licence et autres détails suivant les formules fournies par l'agent sousigné devront être déposés au bureau du dit agent avant le trente juin prochain, ou avant le flottage en certains cas.

Des acquits pour tout le bois coupé doivent être obtenus avant qu'il ne sorte des limites de cette agence; et, afin que le bois coupé sur les terres des particuliers ne soit pas frappé de droits, des affidavits doivent être déposés à ce bureau, pour constater sur quels lots tel bois a été coupé et la quantité coupée sur chaque lot.

AGENT DES BOIS DE LA COURONNE.

En vertu des pouvoirs à moi conférés par les Statuts refondus de la province de Québec, 1909 et des règlements, et en considération des paiements faits et à faire à Sa Majesté: J'autorise, par la présente agents et employés, à couper le bois sur la location désignée au dos de la présente, et à garder et occuper la dite location à l'exclusion de tous autres, excepté comme ci-après mentionné, du premier mai au trente avril, avec le droit de transporter le dit bois à travers les terres non occupées ou incultes de la Couronne; et, en vertu de cette licence le dit licencié a droit à tous bois coupés pendant la durée de cette licence, par d'autres n'ayant pas droit au terrain assigné par la présente, avec pouvoir de les saisir et de s'en emparer, partout où ils se trouvent dans la province de Québec.

Mais cette licence est sujette aux conditions suivantes:

Toute personne autorisée par le ministre des Terres et Forêts pourra en tout temps faire des chemins et s'en servir pour voyager sur le terrain accordé par la présente.

completion of the survey, notice thereof shall be given in writing to the adverse party at his residence or place of business, and if, within one year after such notification, the adverse party does not oppose the same in the manner hereinafter prescribed, or if the opposition filed has not been maintained, the line so surveyed shall be fixed permanently and irrevocably. But, if, within the year following the notice given, the adverse party shews that there are good grounds for doubting the accuracy of such survey, and deposits in the hands of the Crown timber agent a sum of money sufficient, in the agent's opinion, to cover the expenses of a new survey, the Minister shall appoint a surveyor to finally establish the disputed boundaries, and such second survey shall be binding upon the interested parties. All the expenses shall be borne by the applicant if his objections are not maintained. If, on the contrary, they be confirmed, and the first survey be declared inaccurate, the expense of the second survey shall be borne by the interested parties equally.

In the case of boundaries between a territory under license and vacant Crown lands, the surveys shall be at the expense of the license-holders applying for the same.

26. All limit lines or boundaries already established in virtue of official instructions are declared valid and permanent, if a report, or field notes, or at least a plan describing the same has been filed on record in the Crown timber office of the district in which the limits are situated and if they have been undisputed for at least five years.

FORM OF LICENSE

27. *Notice to Licensees.*—The ground rent for the renewal of this license must be paid on or before the first of September next.

Affidavits stating the quantity and description of the timber cut under this license and other particulars in conformity with the forms supplied by the undersigned agent must be deposited in the office of the said agent before the thirtieth of June next, or before the drive in certain cases.

Clearances must be obtained for all timber cut before it leaves the limits of this agency, and in order that the timber cut on private lands may be exempt from dues, affidavits must be filed in this office shewing on what lots such timber was cut and the quantity cut on each lot.

CROWN TIMBER AGENT.

By authority of the powers conferred upon me by the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909 and by the regulations, and in consideration of the payments made or to be made to His Majesty: I hereby authorize agents and employees, to cut timber on the territory indicated on the back hereof and to hold and occupy the said territory to the exclusion of all others, except as hereinafter mentioned, from the first of May to the thirteenth of April, with the right to transport the said timber across the unoccupied or waste lands of the Crown. And by virtue of such license, the said licensee has the right to all timber cut during the term of this license by others having no right to the land hereby assigned, with power to seize and take possession of the same wherever it may be in the Province of Québec.

But this license is subject to the following conditions, viz:

All persons authorized by the Minister of Lands and Forests may at any time make roads and use the same for travelling on the land hereby granted.

Rien dans la présente n'empêchera qui que ce soit dûment autorisé par le ministre des Terres et Forêts d'y prendre du bois pour la construction de chemins ou ponts ou pour des travaux publics faits sous le contrôle du gouvernement de cette province.

Tous les lots vendus ou mis sous location par l'autorité du ministre des Terres et Forêts avant la date de la présente sont exclus de cette licence ; et les lots ainsi vendus ou mis sous location après la date de telle licence cesseront d'y être sujets le premier mai prochain, et dans le cas d'annulation de la vente ou location de ces lots, ils seront insérés de nouveau dans cette licence.

Toute personne qui s'établira, avec un titre légal, dans les limites de la location accordée par la présente ne sera en aucune manière molestée dans ses opérations de défrichement et de culture par le licencié ou ses représentants ; et le bois qu'elle coupera dans le défrichement, conformément au billet de location, lui appartiendra.

Le dit licencié, ou ses représentants, se conformera à la loi et à tous les règlements établis ou qui pourront être établis par ordre en conseil, et il consentira à ce que tout le bois coupé en vertu de cette licence soit compté et mesuré ; et il paiera les droits imposés sur icelui lorsqu'il en sera requis par moi ou par un autre officier autorisé ; sinon, le dit bois sera considéré comme coupé sans autorisation sur les terres publiques, et le dit licencié sujet à telles autres pénalités que la loi impose.

Pour assurer la liberté du flottage du bois dans les rivières et en faciliter les opérations, le licencié ou ses représentants se conformeront aux dispositions des articles 7297 à 7305, inclusivement, des Statuts refondus de 1909, concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau.

Tout bois coupé en vertu de cette licence doit être manufacturé au Canada.

Donné sous mon seing, à ce jour en l'année de Notre-Seigneur, mil en double.

Rente foncière \$

Agent des bois.

Le licencié est tenu, en payant la rente foncière pour le renouvellement de la présente, de déclarer sous serment s'il est encore le propriétaire de bonne foi de la limite désignée au dos d'icelle, ou s'il l'a vendu ou transportée, en tout ou en partie, et pour qui il la possède.

Ministre des Terres et Forêts.

Nothing herein shall prevent any person duly authorized by the Minister of Lands and Forests from taking timber for making roads or building bridges or for public works under the control of the Government of this Province.

All lots sold or conceded under location ticket with the authority of the Minister of Lands and Forests previous to the date hereof are excluded from this license, and the lots thus sold or placed under location ticket after the date of such license shall cease to be subject thereto on the first of May next. In the event of the cancellation of the sale or location of such lots, they shall revert to and be again embraced in said license.

Any person settling under lawful title upon the limit hereby granted shall not be molested in any way in his clearing or farming operations by the licensee or his representatives, and the timber cut by him in his clearing operations in conformity with the location ticket shall belong to him.

The said licensee or his representatives shall comply with the law and all regulations established or that may be established by order in council, and he shall agree to all the timber cut in virtue of this license being counted and measured and he shall also pay the dues chargeable thereon when required so to do by me or by any other authorized officer ; otherwise the said timber shall be treated as cut without authority on the public lands and the said licensee shall be liable to such other penalties as the law imposes.

To assure the freedom of floating timber in the rivers and to facilitate the operations for that purpose, the licensee or his representatives shall comply with the provisions of articles 7297 to 7305, inclusively, of the revised Statute, 1909, respecting the protection of the public interest in rivers, streams and creeks.

All timber cut in virtue of this license must be manufactured in Canada.

Given under my hand, at this day of in the year of Our Lord, in duplicate.

Ground rent \$

Timber agent.

The licensee is bound, on paying the ground rent for the renewal of his license, to declare under oath whether he is still the proprietor in good faith of the limit indicated on the back thereof or whether he has sold or transferred it, or wholly partly, and for whom he holds it.

Minister of Lands and Forests.

and
region
to the

AK